

CNT

AIT



CAEN

ANARCHOSYNDICALISME

QUI SOMMES-NOUS ?

La Confédération Nationale du Travail (créée à Paris en 1946) est la section française de l'Association Internationale des Travailleurs fondée en 1922-23, en opposition aux Internationales dites d'Amsterdam (réformiste) et de Moscou (bolchevique).

La CNT-AIT est une organisation se référant à l'anarchosyndicalisme qui trouve son origine dans le mouvement ouvrier révolutionnaire et son affirmation de la lutte des classes (l'antagonisme irréconciliable entre le Travail et le Capital).

Dans sa théorie et sa pratique, l'anarchosyndicalisme se veut globaliste ; il pose comme principe directeur l'interaction et l'interpénétration entre eux des phénomènes économiques, politiques et sociaux. Ces phénomènes sont liés et ne résultent que de la seule praxis des hommes et des femmes qui font l'Histoire.

1) L'anarchosyndicalisme est antiétatique car la fonction de l'État est de maintenir la domination d'une classe sociale sur une autre classe, actuellement celle des nantis (bourgeois, capitalistes, rentiers, patrons, bureaucrates et technocrates...) sur la classe des exploités ; a contrario les zélés de l'État pensent qu'il est la garantie suprême de l'intérêt général, il serait même indépassable. L'État est par nature coercitif et dispose d'appareils répressifs (justice, police, armée) et idéologiques (partis politiques, syndicats-réformistes, médias, école, organismes culturels et sportifs...), tous ces appareils nous encadrent du berceau à la tombe : « la vie est un enjeu politique » (biopolitique). L'État est devenu hypertrophié et il n'a guère besoin pour le moment de recourir à une violence physique massive, vue la soumission à son ordre.

2) L'anarchosyndicalisme est antiparlementariste (Sénat, Assemblée Nationale, collectivités territoriales, comités d'entreprises et autres organismes) et prétend que le fondement d'une véritable démocratie ne saurait être ni la délégation de pouvoir, ni l'artifice du vote majoritaire.

D'autre part, le parlementarisme et sa machinerie institutionnelle sont également le lieu de la collaboration de classe : être soit-disant un "partenaire" du dialogue social auprès des nantis.

Cette machinerie institutionnelle possède la capacité de se détacher et de s'autonomiser du reste de la société, en se pérennisant par un recrutement dans les hautes écoles, contribuant par là-même au népotisme – cette machinerie institutionnelle glorifie la domination avec l'alibi de sa légitimité.

3) L'anarchosyndicalisme est anticapitaliste. Dans le mode de production capitaliste, nous sommes réduits à l'état de marchandise et subissons l'exploitation : nous sommes obligés de vendre notre force de travail pour assurer la satisfaction de nos besoins fondamentaux.

En effet, les capitalistes, détenant les moyens de production, tirent de notre travail (non rémunéré ou « surtravail ») la plus-value, dont la finalité est de valoriser le capital et d'accroître le profit, le capital s'accumulant toujours au détriment de la classe des exploités : la contrepartie est chômage, précarité, maladies, misère, famine, guerre, désastres économiques et écologiques...

Certes, les capitalistes octroient des miettes pour que nous nous abrutissions dans le divertissement (le spectacle, si l'on préfère) et l'opium de la consommation à crédit (souple ayant permis de maintenir le système jusqu'à ce jour).

L'anarchosyndicalisme vise l'abolition de l'État, du parlementarisme et du capitalisme pour leur substituer une société des égaux où le triomphe du « communisme libre » (rien à voir avec le fascisme rouge de l'URSS et son capitalisme d'État).

Au nom de la justice sociale, le communisme libre repose sur cette théorie de la répartition égalitaire de toutes les richesses produites pour les besoins de la communauté, dans le cadre d'une démocratie directe.

L'anarchosyndicalisme défend la mise en place des « conseils », dont l'idée émane de la Première Internationale notamment de son aile bakouniniste (et fut mise en pratique pendant le soulèvement parisien de 1871) : ils seraient les organes d'une fédération des communes libres et autonomes à une échelle mondiale.

Par conséquent, l'anarchosyndicalisme rejette toutes les frontières politiques et nationales arbitrairement fixées des États-nations : il affirme l'universalisme libertaire. L'anarchosyndicalisme se défie des luttes de libération nationale et régionale, n'y voyant que le champ clos des rivalités entre les nantis qui s'affrontent pour assurer l'expansion de leur privilèges respectifs. Les nationalismes ne font qu'illustrer les contradictions dans lesquelles sont confrontés les nantis. En même temps, nationalisme et régionalisme servent d'arme pour annihiler la conscience des intérêts de classe des exploités et des opprimés.

Pour lutter, l'anarchosyndicalisme promeut au quotidien l'action directe : c'est-à-dire agir par et pour soi-même, « sans Dieu, ni Maître ». L'action directe est donc l'acquisition d'une éducation en vue de son émancipation. L'action directe forge une trempe d'hommes et de femmes sachant défendre leurs intérêts de classe.

Ces hommes et ces femmes structurent « la résistance populaire autonome », comme phase dynamique d'une grève générale pouvant établir le communisme libre.

« Nous allons recevoir le monde en héritage. La bourgeoisie peut bien faire sauter et démolir son monde à elle avant de quitter la scène de l'Histoire. Nous portons un monde nouveau dans nos cœurs. » Buenaventura Durruti

Les différents types de lutte :

La protestation verbale : c'est le plus simple à réaliser.

La pétition : cet écrit dénonce, réclame, exprime un désaveu et un désir. La pétition peut quelque fois influencer et aboutir à de menus avantages le plus souvent illusoire et démagogiques. Certains syndicats ne faisant ou ne voulant rien faire, ils se dédouanent par une pétition pour avoir bonne conscience ou alors à des fins électorales.

Le débrayage : c'est la cessation d'activité pendant une courte durée (maximum de quelques heures). Le débrayage exprime déjà un mécontentement plus grand, la naissance d'une certaine radicalité. Le débrayage est utilisé comme pression pour des négociations sur des effets à court terme ou des revendications mineures (manque de chauffage, problèmes de salissures, de casse-croûte ou de primes...).

La grève perlée : une partie du personnel débraye, puis reprend, alors qu'une autre partie débraye et ainsi de suite. L'avantage est une perte de salaire minimum par individu tandis que l'établissement est pratiquement paralysé et que l'employeur paie ses salariés devenus peu productifs, voire inactifs. L'employeur tentera de faire travailler l'encadrement, les non-grévistes ou les intérimaires. Si cela ne s'avère pas suffisant, il fermera l'entreprise pour un temps. C'est le lock-out qui lui évite de verser des salaires à des travailleurs inactifs.

Le coulage : les exploités freinent la production en étant le moins productif possible.

La grève du zèle : c'est une application stricte ou excessive des consignes et des règlements entravant le bon fonctionnement de la production.

La grève limitée : les exploités arrêtent le travail pour une durée limitée.

La grève illimitée : ceux-ci cessent le travail jusqu'à ce qu'ils décident de reprendre le travail. L'avantage est qu'elle exprime une certaine radicalité et une participation à la lutte. Toute ou une partie de la production se retrouve bloquée. L'inconvénient est une perte de salaire importante pour les grévistes. Mais l'établissement peut continuer à produire avec des non-grévistes et/ou des intérimaires. La production peut être aussi réalisée sur un autre site.

Le piquet de grève : les grévistes mettent en place des barrages pour empêcher les non-grévistes de pénétrer dans l'établissement pour réaliser l'ouvrage. Les conditions matérielles d'un piquet sont souvent déplorable (absence d'abris, soumission aux intempéries...). Une partie des non-grévistes arrivent parfois à pénétrer dans l'établissement où bloqués à l'intérieur ils continuent d'assurer la production.

La grève avec occupation : les grévistes investissent le secteur visé, évacuent les non-grévistes et détournent à leur profit la logistique (salles de réunions, réfectoires, dortoirs, photocopieuses, téléphones et véhicules...).

La lutte intramuros : elle se limite à l'intérieur de l'établissement.

La lutte extramuros : c'est aller envahir et occuper tel établissement ou une administration favorable à l'employeur (Direction Départementale du Travail et de l'Emploi, justice, mairie, local de parti politique, siège d'un journal, Chambre de Commerce et d'Industrie, quartier résidentiel des cadres ou de l'employeur, entreprise où la production a été transférée...).

La lutte doit chercher la complicité et le soutien de la population.

Expliquer les revendications et éviter de gêner le plus possible les salariés et/ou les usagers.

La manifestation de ville : elle fait découvrir le conflit en popularisant la lutte ; elle maintient la pression et permet de jauger le rapport de force.

La manifestation nationale (voire internationale) : elle obéit aux mêmes règles que celle de ville mais à une plus grande échelle.

L'intox : il produit des rumeurs et des informations en tout genre pour fragiliser l'adversaire.

Le discrédit : il rend public des critiques sur la qualité des produits ou services de l'établissement.

Le sabotage : (Cahier de l'Anarchosyndicalisme n°15 : "Le sabotage" par Emile Pouget). Cette vieille méthode de lutte est toujours pratiquée bien que non médiatisée. Elle doit être manipulée par des individus conscients des risques ou de l'effet catastrophique à terme de certaines destructions, pouvant entraîner la fermeture de l'entreprise. Peut-être qu'une gradation doit être introduite pour éviter des problèmes néfastes ? Le sabotage est une arme très efficace, peu coûteuse pour les grévistes, très nocive pour l'employeur. Il faut toujours conserver à l'esprit que la lutte doit nuire à l'employeur mais pas aux usagers et salariés eux-mêmes (les services publics, les transports, l'EDF, la santé, l'alimentation...).

La ré-appropriation : des salariés reprennent sous le contrôle des biens produits par l'entreprise (c'est-à-dire par eux-mêmes).

La vente sauvage : les grévistes vendent des stocks de l'entreprise pour constituer un trésor de guerre qui les indemniserait.

La production sauvage : ceux-ci utilisent les machines de l'entreprise pour produire des biens qu'ils vendent directement à la population en en réduisant le prix. Ce qui satisfera tout le monde et apportera des liquidités aux grévistes.

Le travail sauvage : en utilisant leurs propres outils, les grévistes réparent, fabriquent ou rendent des services aux particuliers moyennant finance. Voici deux exemples : les coiffeurs de Rennes qui, sur une place publique, coupèrent les cheveux, l'argent payé pour ce service est allé à la caisse de grève ; les chauffeurs de tramway australiens mirent, pendant une grève, les trams en circulation gratuitement pour la population.

Le boycott : des salariés en lutte dans une entreprise demandent à la population de ne pas utiliser ou acheter telle production, telle marque ou tel service fournis par cette même entreprise, tant que les revendications ne sont pas satisfaites.

La désobéissance civile : c'est le refus d'appliquer, de se soumettre aux lois de l'Etat (soutenir et aider des personnes réprimées, ne pas payer l'impôt, refuser de présenter ses papiers d'identité, de faire l'armée...).

La grève généralisée : tout un secteur ou plusieurs secteurs de production ou bien une région, voir un pays ou tout un groupe de pays est touché par une situation de grève.

La grève générale : c'est la grève inter-catégorielle et intersectorielle sur un territoire donné (région, pays, international). Elle est action consciente et concertée. Ce qui la différencie de la grève généralisée. C'est l'arme voulue, souhaitée et défendue par les anarchosindicalistes. C'est l'acte où toute une masse, qu'elle le sache ou non, "s'anarchosyndicalise". En effet, les exploités en lutte entendent à ce stade défier leurs adversaires. Ils ne s'en remettent plus au verdict des urnes, ni au gouvernement qui en est issu, ni aux promesses à venir. S'appuyant sur l'action directe, ils entendent ici et maintenant faire aboutir leurs revendications. La grève générale marque et exprime clairement l'affrontement de classe. Si elle est massive, le rapport de force est optimum et d'autres choix peuvent apparaître.

La grève générale insurrectionnelle : les grévistes deviennent émeutiers et barricadiers pour diverses raisons. Partout, le peuple en armes se soulève, ouvrant la perspective d'une expropriation possible des capitalistes.

La grève générale expropriatrice : maîtres de la rue, les insurgés s'emparent des moyens de production, d'échange et de communication. Les administrations, les entreprises et les commerces sont placés sous le contrôle des comités de lutte. C'est le prélude à un changement social profond d'où devrait sortir le communisme-libertaire à notre avis.

(extrait du texte Techniques de luttes /Jean Picard - cahier de anarchosyndicalisme n°22)

HISTOIRE DU PREMIER MAI

Pourquoi manifeste-t-on le premier mai ? Pourquoi l'appelle-t-on « fête du travail » ? D'où vient cette date ? Que cherche-t-on à nous faire oublier en nous faisant promener ? Ce petit texte explique l'origine historique du Premier Mai.

L'obtention des huit heures par jour était au centre des revendications pour lesquelles les travailleurs des États-Unis étaient décidés d'aller jusqu'à la grève générale pour faire pression sur le patronat et le gouvernement. Le 1er mai fut déclaré jour international de solidarité de classe et de revendication pour les huit heures par les Knights of Labour [1]. Au cours du printemps 1886, les ouvriers de tous les secteurs ont focalisé leurs actions sur cet objectif et ont parfois obtenu gain de cause dans ce domaine.

Devant la détermination des ouvriers et l'expansion du mouvement syndical, le patronat et le gouvernement décidèrent d'adopter des mesures de répression plus expéditives. La fameuse affaire de Haymarket à Chicago, événement dramatique et marquant pour le mouvement ouvrier international, a inauguré une ère nouvelle de répression et de résistance.

1er mai 1886 ; succès maximal de la mobilisation. En dépit des avertissements haineux et des prédictions alarmistes de la presse bourgeoise, aucune émeute n'éclata, aucune atteinte à la propriété n'eut lieu et la manifestation pacifique des travailleurs ne se transforma nullement en révolution. Par ce beau samedi ensoleillé, les fabriques, les usines, les entrepôts furent désertés. Dans leurs plus beaux vêtements, les ouvriers de Chicago, accompagnés par leur famille, défilèrent par milliers dans les rues, sous les yeux sidérés de la police, de l'armée et des gardes privés prêts à intervenir au moindre trouble. La manifestation de solidarité se déroula sans encombre et s'acheva sur les bords du lac Michigan, où les principaux orateurs, parmi lesquels Albert Parsons et August Spies, prirent la parole devant la foule. Dans la seule ville de Chicago, 80 000 ouvriers participèrent à la manifestation et, dans tout le pays, le 1er mai eut le même retentissement et fut suivi avec le même enthousiasme.

Le lundi suivant, 3 mai, le mouvement de grève continua et beaucoup d'ouvriers se joignirent aux grévistes du 1er mai, paralysant ainsi l'économie de la ville de Chicago. La violence des forces de l'ordre, contenue durant la journée du samedi, allait éclater devant les grilles d'une usine de machines et outils agricoles, la McCormick Harvester Works (aujourd'hui International Harvester Corporation). Ripostant à la journée de grève du 1er mai par un lock-out massif, le patronat de cette usine avait remplacé ses employés par 300 briseurs de grève. A la sortie, ceux-ci furent pris à parti par les grévistes. Brusquement, la police chargea l'arme au poing. Les grévistes tentèrent alors de se disperser, mais les policiers, sans doute déçus et exaspérés par le caractère pacifique des manifestants du 1er mai, tirèrent sur la foule, abattant six hommes alors qu'ils s'enfuyaient. Les organisateurs de la journée du 1er mai virent dans ce massacre un fait honteux et inacceptable qu'il fallait dénoncer publiquement. Une manifestation fut décidée pour la soirée du lendemain sur la place de Haymarket, non loin d'un des commissariats de police de Chicago. Cette soirée de protestation contre les brutalités policières se déroula sans heurt, les orateurs se succédant devant une foule calme. Vers la fin de la manifestation, alors que les principaux orateurs avaient déjà quitté la place, 180 policiers, la matraque à la main, firent irruption parmi les manifestants, les enjoignant de se retirer immédiatement, ce à quoi Sam Fielden, un des organisateurs, eut le temps de répliquer que la foule était paisible. Une bombe explosa alors au milieu des policiers et ce fut la panique. Les policiers, dont un fut tué et sept blessés, firent feu et la foule se rua dans toutes les directions pour échapper à la fusillade.

Du côté des manifestants, le bilan fut également lourd, un mort et de très nombreux blessés. On ne retrouva jamais le lanceur de bombe, peut-être un provocateur. Cependant, les autorités ne prêtèrent aucun crédit à cette version des faits. La situation, à leurs yeux, ne comportait aucune énigme, les responsables étaient connus : les anarchistes. Non contents d'inspirer les mouvements de grève des jours précédents et de semer le trouble en incitant les ouvriers à manifester sur la place de Haymarket, ils s'attaquaient directement aux forces de l'ordre. Les autorités devaient donc réagir vite et frapper à la tête du mouvement pour endiguer une révolte qui mettait tout le système en péril.

Les représentants du mouvement ouvrier de Chicago, Albert Parsons, August Spies, Michael Schwab, George Engel, Adolph Fischer, Samuel Fielden et Louis Lingg furent arrêtés, jugés et condamnés à être pendus, sans aucune preuve de leur culpabilité. Parsons, Spies, Fischer, Engel furent exécutés, Fielden et Schwab réclamèrent la clémence et virent leur condamnation commuée en peine d'emprisonnement à vie. Quant à Lingg, dont la mort reste un mystère qui n'a toujours pas été éclairci, il se serait suicidé dans sa cellule. Le procès des martyrs de Chicago a inauguré le règne de la terreur pour le mouvement ouvrier dans tout les États-Unis. Le 1er mai 1886 ainsi que les événements dramatiques qui ont secoué le mouvement ouvrier américain sont à l'origine de la célébration de la Fête du Travail, jour chômé et réservé aux manifestations des travailleurs. Comme, plus tard, le cas de Sacco et Vanzetti et l'affaire Rosenberg, le procès des martyrs de Chicago reste un exemple de la justice à la

solde des possédants dans l'Amérique capitaliste. Les dernières paroles d'August Spies, à ce propos, sont prophétiques : « Il viendra un temps où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui »

Les débuts du premier mai en France

Paris connut le premier mai 1890 son premier « premier mai ». Une tradition allait naître, mais, pendant longtemps encore, sa célébration va se faire contre les forces de répression et 1er mai va signifier affrontements, brutalités et sanctions de tous ordres. En 1901, le syndicaliste Pouget propose dans son journal *Le Père Peinard* : « Fixons nous une date et proclamons qu'à partir du jour que nous aurons choisi pour rien au monde nous ne consentirons à faire plus de huit heures ! ».

Il faudra attendre le 8ème congrès de la CGT, qui se tient à Bourges en septembre 1904, pour que l'idée soit reprise et la date fixée : ce sera le 1er mai 1906 ! Pour préparer cette journée, la CGT entame la première grande campagne de propagande de son histoire : affiches, tracts, papillons, brochures, création de comités d'action pour les huit heures, articles dans le journal confédéral d'alors, *La Voix du Peuple*. On y développe toute une argumentation autour de l'idée des 8 heures : moyen pour combattre le chômage, éliminer fatigue et surmenage, supprimer les maladies professionnelles, développer les bibliothèques, élever le niveau culturel des travailleurs, etc.

C'est dans ce climat qu'arrive le 1er mai 1906, qui va être marqué par de violents affrontements avec les forces de police. Dès le matin, Paris est mis en état de siège : soldats et policiers en armes à chaque carrefour, forte concentration de policiers à cheval aux abords de la Bourse du travail, place de la République. La caserne proche a même été aménagée en « prison » temporaire...

Les divers syndicats ont convoqué leurs adhérents en plusieurs points de la capitale. Un meeting est prévu à la Bourse, mais comme tout le monde ne peut y pénétrer, c'est une manifestation de rue que la police s'efforce de disperser : il y a des charges brutales, des arrestations par centaines. A l'heure du bilan, le soir, on comptera même deux morts. Et il faudra attendre 23 heures pour que les rues de Paris retrouvent leur aspect habituel. Mais les violences continueront pendant plusieurs jours encore. Les patrons licencieront plus de deux mille travailleurs coupables d'avoir quitté leur travail le 1er mai !

[1] (1) *Knight of Labour* : Les Chevaliers du Travail, premier syndicat d'audience nationale aux États- Unis.

Les prix augmentent, les salaires pas Jusqu'à quand allons nous tolérer ça ?

En quelques mois, le gaz a augmenté. Trois fois. L'électricité a prix plus de 6 %. C'est pas fini. EDF compte nous imposer une augmentation de 30 %, par tranches annuelles d'au moins 5 %. Histoire de bien nous plumer. Chaque fois qu'on passe à la pompe, c'est pour prendre une hausse : plus 13 % pour l'essence, 18 % pour le gazole (sur un an). Ce serait la faute « aux matières premières qui ne cessent d'augmenter ». Oui, mais pour les loyers, il n'y a pas de « matières premières », du moins pour ceux construits depuis fort longtemps (et plusieurs fois amortis depuis), et leurs loyers grimper quand même (plus de 12 % en moyenne). Pourtant, pour ces logements, il n'est pas question de matières premières. Ça n'empêche pas la hausse et pour cause : les « explications » qu'on nous donne n'expliquent rien du tout et ne servent qu'à nous endormir. Côté alimentation, la valse des étiquettes continue... On nous annonce une explosion du prix des produits de base. La farine (et par conséquent le pain, les pâtes, la semoule... c'est-à-dire ce qui permet à beaucoup de familles de survivre) va prendre d'un coup 15 à 20 %. Pareil pour le café. Sans compter tout le reste : le beurre, le chocolat, les fromages... hausse de 3, 5 ou 10 % selon les estimations.

A coté de ça, les salaires n'augmentent pas (quand ils ne sont pas rabotés d'une façon ou d'une autre), les petits producteurs (agriculteurs...) voient leurs revenus baisser, les retraites deviennent misérables, les fonds sociaux (lycéens...) sont largement amputés...

Mais où va donc la différence ? La réponse est simple, et au fond, presque tout le monde l'a dans la bouche : il y en a quelques uns qui s'en mettent plein les poches. Car, ce qu'il y a derrière toute ces hausses de prix, c'est le mécanisme de base du capitalisme : une poignée de privilégiée devient de plus en plus riche, la majorité devient de plus en plus pauvre. Les privilégiés ont toute liberté pour spéculer, boursicoter, accaparer des marchandises pour provoquer la rareté, revendre au prix fort... ils ont les États (politiciens, police, armée, justice, médias, partis et syndicats) à leur service pour réglementer, réprimer, endormir, mener les luttes dans les impasses.

Globalement, tout le monde sait bien que c'est comme ça. Reste la grande question, la seule : jusqu'à quand allons-nous accepter ça ?

Les derniers événements en Afrique du Nord ont révélé les liens privilégiés qui unissent les membres des castes au pouvoir en France avec les familles, telles celles de Ben Ali et Moubarak. Et qui se ressemble s'assemble, dit-on... Alors, allons-nous attendre que le pillage s'amplifie ? Allons-nous attendre une crise alimentaire ? Allons-nous attendre de manquer totalement du nécessaire pour réagir ? Allons-nous, une fois encore, nous laisser berner par des élections (présidentielles...) ? Ne vaut-il pas mieux relever la tête, prendre nos affaires en mains et nous organiser de façon autonome et responsable ?